(1)

(N° 260.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JUILLET 1865.

FRAUDES EN MATIÈRE ÉLECTORALE ⁽¹⁾.

Article nouveau proposé par M. ORIS.

L'électeur dont la capacité sera contestée, pourra demander à subir une épreuve devant l'autorité à laquelle la loi confère le pouvoir de juger les contestations relatives aux listes électorales.

Si l'électeur ou le réclamant l'exige, cette épreuve sera publique.

L'électeur inscrit et contesté qui ne réclamera ou n'acceptera pas d'épreuve sera rayé de la liste.

(1) Projet de loi n° 27.

Rapport, n° 205.

Amendements, n° 248, 255 et 257.